



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16 décembre 2004 (20.12)
(OR. en)

16134/04

DEVGEN 263
RELEX 660
ACP 194

NOTE POINT "I/A"

du: Groupe "Coopération au développement"

en date du: 16 décembre 2004

au: Coreper/Conseil

n° prop. Cion: 13857/04 DEVGEN 194 RELEX 469 ACP 157 + ADD 1

Objet: **Communication de la Commission sur les orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement**
- Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernement des États membres réunis au sein du Conseil

1. Le 20 octobre 2004, la Commission a présenté au Conseil et au Parlement européen une communication sur les orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement (doc. 13857/04 DEVGEN 194 RELEX 469 ACP 157). À l'annexe de la communication, un document de travail de la Commission présente des définitions de termes clés et des principes essentiels, ainsi que des lignes directrices opérationnelles visant à traduire dans les faits les éléments ainsi définis d'une politique de l'UE destinée à soutenir les efforts des pays en développement en matière de politique foncière (doc. 13857/04 DEVGEN 194 RELEX 469 ACP 157 ADD 1).
2. Le 15 décembre 2004, à la suite d'un certain nombre de réunions et à l'issue d'une "procédure de silence", le Groupe "Coopération au développement" a marqué son accord sur le projet de conclusions qui figure en annexe.
3. Le COREPER est par conséquent invité à confirmer l'accord intervenu au niveau du groupe et à recommander au Conseil d'adopter, en point "A" de l'ordre du jour de sa prochaine session, le texte des conclusions tel qu'il figure à l'annexe de la présente note.

**Projet de conclusions du Conseil et
des représentants des gouvernement des États membres réunis au sein du Conseil
"Orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus
de réforme de cette politique dans les pays en développement"**

Le Conseil de l'Union européenne et les représentants des gouvernement des États membres, réunis au sein du Conseil,

1. PRENNENT NOTE AVEC SATISFACTION de la communication de la Commission intitulée "Orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement"¹ et du processus de collaboration et de consultation actives dans ce domaine entre la Commission européenne, les États membres et la société civile, qui constitue un bon exemple d'harmonisation des politiques de l'UE;
2. PRENNENT NOTE de l'accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou, en particulier de son article 23, point b), et de son article 31, point b) iv);
3. SOULIGNENT que la réforme foncière contribue à la réalisation des objectifs de développement définis dans la déclaration du Millénaire, que l'accès équitable à la terre pour les populations pauvres et vulnérables et la sécurité juridique à l'égard de ces terres constituent des facteurs importants de réalisation des objectifs de développement socio-économique et de croissance agricole, et que les politiques foncières jouent un rôle important en vue de garantir une gestion saine des ressources naturelles, ainsi que la sécurité alimentaire;
4. SOULIGNENT le rôle que joue la politique foncière en contribuant à une répartition plus équitable des richesses, cette politique étant au cœur des relations de pouvoir dans les sociétés des pays en développement;
5. SOULIGNENT le rôle que joue la politique foncière en contribuant à rendre les femmes plus autonomes et la nécessité de créer les conditions adéquates pour faciliter l'accès des femmes à la terre;
6. RÉAFFIRMENT l'importance politique des politiques foncières en ce qu'elles permettent aux minorités et aux populations autochtones d'accéder aux ressources naturelles dont elles dépendent principalement pour assurer leurs moyens de subsistance et de contrôler ces ressources, ce qui contribue directement au respect de leurs droits fondamentaux;

¹ Document du Conseil 13857/04, COM (2004) 686 final.

7. INVITENT la Commission et les États membres, en concertation avec les institutions compétentes des Nations unies, à poursuivre la réflexion sur les questions relatives à l'espace urbain et sur les moyens de mieux intégrer, dans les questions foncières, les dimensions rurale et urbaine;
8. SE FÉLICITENT que la communication mette l'accent sur la nécessité d'assurer un équilibre entre les systèmes agraires modernes et coutumiers dans les réformes de la politique foncière;
9. SOULIGNENT que les systèmes coutumiers jouent un rôle important en ce qu'ils constituent, dans de nombreux pays en développement, un moyen adéquat et peu onéreux d'assurer un accès à la terre aux populations rurales pauvres et en ce que, lorsqu'ils sont transposés dans la législation nationale, ils améliorent la sécurité juridique de ces populations tout en maintenant la souplesse nécessaire à une évolution ultérieure;
10. SOULIGNENT qu'il est important de veiller à ce que les acteurs locaux s'approprient la conception, la mise en œuvre et le suivi des processus de réforme de la politique foncière et à ce qu'ils y participent, et SOULIGNENT le rôle que les bailleurs de fonds doivent jouer en favorisant et en accompagnant ces processus;
11. SOULIGNENT l'importance de la bonne gestion des affaires publiques pour l'élaboration de cadres réglementaires et de systèmes de gestion foncière adaptés, en vue de garantir les droits fonciers, et SOULIGNENT le rôle que les bailleurs peuvent jouer à cet égard;
12. INVITENT la Commission et les États membres à renforcer leur collaboration et leur coordination pour favoriser les processus participatifs de conception et de réforme de la politique foncière dans les pays en développement, en s'appuyant sur les principes énoncés dans la communication et dans les lignes directrices opérationnelles qui l'accompagnent¹, à les intégrer à leurs propres politiques de développement et à les appliquer dans leurs programmes de coopération au développement.

¹ Document du Conseil 13857/04 ADD 1 - Document de travail de la Commission SEC(2004) 1289 : annexe à la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : "Orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement".